

Béatrice Giblin, Sylvie Vieillard-Coffre, Philippe Subra, Olivier Hollard, Jean-Baptiste Arrault

27 février 2001

Ecologie et géopolitique en France, thème du 100^e numéro de la revue *Hérodote* pour ses 25 ans.

Au premier étage du Flore, nombreux était le public venu assister à ce café-géo, dont le sujet relève d'une actualité parfois brûlante ou plus simplement d'une préoccupation citoyenne. En tous cas les interventions qui se sont succédées se sont placées dans une optique d'analyse critique de l'écologie politique en France à partir des outils que propose la réflexion géopolitique. Plusieurs membres de l'équipe d'*Hérodote* sont intervenus dont : Béatrice Giblin, professeur à Paris-8, directrice de la formation doctorale géopolitique depuis 1996, membre fondateur d'*Hérodote* et coordinatrice du numéro de février, membre du conseil scientifique de la *Revue française de Sciences politiques* ; Philippe Subra, maître de conférences à Paris-8 (sa thèse sur Le Valenciennois, analyse géopolitique de la reconversion date de 1994, sous la direction de B. Giblin), membre du comité de rédaction d'*Hérodote*, directeur d'études dans un bureau d'études d'aménagement et d'urbanisme de 1980 à 1990 ; Sylvie Vieillard-Coffre du Centre de recherches et d'analyses géopolitiques de Paris-8 et, enfin, Olivier Hollard consultant en stratégies territoriales d'entreprises et président d'OHGroupe qui témoigne d'une expérience professionnelle. Yves Lacoste était présent mais a souhaité laisser la parole à ses collaborateurs.



Autour de B. Giblin (debout) : O. Hollard, Ph. Subra et S. Vieillard-Coffre (Université Paris-VIII)

Béatrice Giblin, qui a ouvert le café, a souligné d'emblée la spécificité d'une approche géopolitique en matière d'écologie politique mais aussi de façon plus générale. Elle donne ainsi une définition synthétique de la géopolitique : c'est l'analyse des rivalités de pouvoir sur un territoire, l'analyse des représentations qui motivent les choix des acteurs, et celle des débats que provoquent et que nourrissent ces représentations contradictoires. La revue *Hérodote*, dont le sous-titre est " Revue de géographie et de géopolitique ", a toujours cherché, derrière la figure d'Yves Lacoste, à maintenir la liaison entre les deux disciplines, géographie et géopolitique, dans la mesure où la démarche géopolitique s'appuie sur la géographie. Cette habitude de lier l'analyse de l'espace à celle des rivalités dont l'espace est le support conduit à identifier l'importance d'une géopolitique de l'écologie politique en ce que ce mouvement tend à instaurer justement un débat sur les enjeux des aménagements de l'espace. B. Giblin dit bien d'ailleurs que les écologistes auraient beaucoup à retirer d'un rapport plus étroit avec les raisonnements et les démarches géographiques et géopolitiques.

L'éditorial d'Yves Lacoste, " Hérodoté a vingt-cinq ans. Ecologie et géopolitique en France ", propose une comparaison plus précise de l'écologie et de la géopolitique. Certes B. Giblin annonce tout de suite la couleur : les écolos, on n'aime pas trop... Les questions qu'ils posent sont d'une importance décisive mais leur façon d'y répondre (discours catastrophistes, souvent contradictoires) ou même de ne pas y répondre ne peut que laisser insatisfait ! Mais pourtant l'écologie comme la géopolitique voient leur essor dans les années 70, et le débat imposé aux politiques par les écologistes s'apparente, au point de vue de la transformation des problématiques, à la façon nouvelle d'aborder les questions géographiques que promeut la géopolitique. Il y a des points communs indubitables, l'apparence de mouvement militant par exemple. Pourtant cela s'arrête vite : et il est frappant de constater que les pionniers de l'écologie sont très peu souvent, en France, de formation géographique : juristes, sociologues, économistes... mais de géographes point, ou peu s'en faut. Et c'est un paradoxe, car la géographie est l'une des disciplines qui aurait pu prendre en charge le plus naturellement ces interrogations. Une des explications de cette faiblesse est donnée par B. Giblin : jusqu'aux années 70 le discours des écologistes est un discours catastrophiste du non-développement, alors que celui des géographes était une interrogation pour savoir comment créer du développement. Les idéologies se heurtent donc frontalement et les géographes ne pouvaient souscrire aux déclarations écologistes.

L'article de B. Giblin, "*De l'écologie à l'écologie politique : l'enjeu du pouvoir*", cherche par ailleurs à analyser ce discours spécifique des écologistes, qui se complaît dans l'évocation de désastres à venir : leur fonction principale est de susciter l'inquiétude, le doute, la prise de conscience. Mais cela ne va pas sans paradoxes. Un exemple, la critique de l'effet de serre qui se trouve associée parallèlement à la critique du nucléaire, qui est pourtant l'une des énergies les plus respectueuses de l'atmosphère. B. Giblin énonce alors une des clés du problème : l'écologie politique se caractérise par un refus du choix. Non aux voitures, non aux barrages, non au nucléaire... mais oui à quoi ? Certes les auteurs d'Hérodoté ne " choisissent " pas eux non plus, et leur seul parti pris est de présenter toutes les positions sur un problème donné : dans ce numéro, autour de la question du nucléaire interviennent alors des personnalités ou organismes aussi divers que le prix Nobel Georges Charpak (pro-nucléaire), François Roussey, président-directeur général d'EDF, Michèle Rivasi, députée de la Drôme et fondatrice de la Criei-Rad (Commission de recherche indépendante d'information sur la radioactivité), etc. Les choses sont évidemment plus complexes que le discours des écologistes ne le laisse transparaître.

La fin de l'intervention de B. Giblin est constituée par la présentation de plusieurs articles du numéro. Deux en particulier ont retenu son attention : un article sur le mouvement écologiste aux Etats-Unis (" L'écologisme américain : des mythes fondateurs de la nation aux aspirations planétaires " de François Duban) et un autre de Marianne Lefèvre, spécialiste des questions corses à Hérodoté (" Ecologie et géopolitique en Corse ") sur les rapports entre le mouvement écologiste et les nationalistes en Corse. Dans le premier, on voit comment la nature est un référent fondamental outre-Atlantique : le thème de la défense de la nature est profondément ancré dans une certaine philosophie (celle même qui inspirait les rédacteurs de la Constitution), tout un courant moral. Mais dans la prétention à une domination universelle, si ce thème joue un rôle, on doit bien souligner les contradictions liées aux politiques de développement qui peuvent se résumer à une expression comme : " ne rien céder sur rien ". Dans le second, c'est un autre type de contradictions qui est mis en lumière. Depuis l'affaire des " boues rouges ", les écologistes corses sont en effet très proches du mouvement indépendantiste ; de même, la question environnementale a animé les premières revendications régionalistes et autonomistes. Et dans le nouveau statut que prépare l'actuel

gouvernement, les nationalistes tiennent à récupérer la gestion du littoral (enjeu évidemment central de toute politique de développement et de toute politique environnementale). B. Giblin souligne alors combien les Verts sont favorables de façon plus générale à ce qu'elle appelle les " régionalismes nationaux " ou " nationalismes régionaux " (cf. Hérodote n°95, nov. 1999). Et elle va plus loin encore en affirmant qu'au fond, les Verts manifestent un profond rejet de l'Etat, de la nation, de la centralisation. Cela au profit du local, lieu de la démocratie parfaite... D'ores et déjà, on s'aperçoit que les stratégies de l'écologie politique reposent sur des différenciations spatiales et des jeux d'échelles. Il est bien évident qu'il est plus aisé de conquérir des sièges localement qu'au niveau national... Ce champ différencié de pratiques politiques, de rivalités de pouvoirs au niveau local, mais aussi plus global, intéresse particulièrement les auteurs d'Hérodote : les interventions qui ont suivi s'y sont attachées sous des angles divers.

Philippe Subra prend la parole pour présenter le contenu de son article portant sur " Le transport routier en France, aspects géopolitiques d'une question environnementale ". Son point de départ est une remarque, dictée par son expérience professionnelle dans un bureau d'études, sur la révérence que témoigne ces bureaux d'étude pour la dimension technique de l'aménagement. Ce point de vue joue un rôle de bouclier pour les élus, qui s'abritent derrière le discours techniciste des experts. Mais la question de l'aménagement est une question politique et pas seulement technique. Le rapport à l'écologie politique s'opère alors dans l'énoncé d'une illusion à peu près symétrique, fondée sur la distinction à faire entre la sympathie et la compétence : les écologistes sont sympathiques, mais savent-ils vraiment de quoi ils parlent ? Et la sympathie que nous pouvons avoir pour eux, P. Subra souligne bien qu'elle ne doit pas " se traduire par l'inhibition du regard critique ".

Le discours écologiste doit être décrypté au-delà de cette approche affective : les conflits en matière d'aménagement sont un bon angle d'attaque pour distinguer dans ce discours ce qui relève d'une stratégie, d'une représentation et du conflit proprement dit. L'action des écologistes tend souvent à paralyser l'action des aménageurs : depuis la fin des années 1980, environ 30 conflits majeurs ont opposés les écologistes et les aménageurs en matière de transport (autoroutes, ponts, tunnels etc.), en matière de stockage de déchets etc. Les conséquences de cette opposition se mesurent en termes de retards, de modifications, d'abandons, d'émergence de politiques alternatives (le ferroutage par exemple, auquel s'est rallié très récemment seulement le Ministère des Transports). P. Subra a cherché à identifier ces dimensions multiples de l'action écologiste face aux politiques d'aménagement en se penchant plus précisément sur le transport routier. Les professionnels du transport routier sont souvent en conflit avec l'Etat : le conflit de septembre 2000 est le sixième depuis 1984, et ses conséquences sont riches d'enseignement. Ses leçons témoignent en effet de la fragilité du soutien de l'opinion aux Verts : car c'est une défaite politique qui a conclu les prises de position du parti de D. Voynet. L'opinion réagit de façon ambiguë aux problèmes environnementaux : il est plus facile d'être concerné par la défense de l'environnement quand il n'y a pas de conséquence sur son mode de vie... Et tant que les mentalités fonctionnent selon ce principe, la position écologiste restera fragile. L'opinion s'est identifiée aux routiers en tant qu'ils sont des consommateurs de carburant et ne pouvait que les comprendre... Et cette ambiguïté apparaît de la même façon lorsque l'on se penche sur le cas des autoroutes : dans les réactions observables face à un projet, trois catégories s'individualisent nettement. Dans les cas où les enjeux relèvent de la protection d'un espace naturel (exemple pris de l'A28 du Mans à Tours dont le tracé met en péril l'habitat d'un certain nombre d'espèces), les Verts mobilisent peu l'opinion, l'attitude générale est désintéressée ou divisionnaire (population face aux élus par exemple). Quand il s'agit de défendre un paysage ou un mode de vie (cette fois-ci

l'exemple est celui des vallées alpines ou l'engorgement pose le problème de l'évolution des infrastructures), on constate que la mobilisation est bien meilleure et d'autant plus, souligne P. Subra, que le nombre de néo-ruraux est important : c'est souvent pour eux en effet que le paysage et le terroir apparaissent comme une source majeure de développement. Dernier cas : quand l'autoroute à construire doit traverser un milieu urbain (A86 et A16). La mobilisation est extrêmement forte, l'opinion entraîne les élus au nom de la défense de la qualité de vie.

Les Verts tentent à chaque fois pourtant d'être à l'origine d'un mouvement de défense de l'environnement, mais ils doivent s'adapter à ces niveaux différenciés de mobilisation. Lorsque les rapports de force ne leur sont pas favorables, ils optent pour des stratégies de contournement. Cela conduit d'abord à se déplacer sur le terrain juridique où une poignée de militants peut bloquer un projet (A28 : peut-être 10 personnes !). Mais ils peuvent avoir recours aussi à un allié extérieur : le président de la République (dans le cas de l'A83, Ségolène Royal s'adressant à F. Mitterrand, dont elle est une ancienne conseillère pour l'environnement, afin d'obtenir son veto), le Ministre de l'Environnement, voire l'Europe. Il s'agit de passer d'une échelle défavorable de pouvoir à une échelle plus favorable, du problème local à une mobilisation nationale ou internationale. Et afin d'obtenir une couverture médiatique la plus large possible, les écologistes ne reculent pas devant une opération coup de poing, une grève de la faim ou d'autres types de manifestation spectaculaires. La fin de la communication de P. Subra revient sur le problème des autoroutes pour évoquer le basculement de l'opinion dans le camp des écologistes à partir de la fin des années 1970 : d'objet de convoitise, d'instrument décisif de développement l'autoroute devient un aménagement beaucoup plus difficile à intégrer dans le cadre de la vie quotidienne, d'abord parce que le réseau est en voie d'achèvement, mais aussi parce que les seuils de nuisance ont évolué depuis les années 1950-1960, et que la population n'accepte plus les mêmes choses, que les représentations ont évolué.

C'est en partie sur cette évolution de comportements et de mentalités qu'O. Hollard fonde son intervention (" Ecologie, grands projets, industrie lourde. Rivalités de pouvoirs et géopolitique ") : comment une grande entreprise d'industrie lourde (les ciments Calcia) se trouve confrontée à un mouvement de rejet, d'abord dans la région parisienne à Garjenville puis ailleurs en France, à une crise d'image ou de représentation. L'équipe de consultants d'O. Hollard a été chargée de mesurer l'évolution de l'opinion dans les agglomérations proches des usines et de proposer une attitude pour conserver une certaine popularité. L'enjeu est ici le cadre de vie mais aussi l'équilibre économique puisque de telles usines ont un poids considérable localement. Le fait que de nouvelles populations se sont installées à proximité de l'usine de Garjenville, une population pas prête à accepter le renouvellement des droits d'exploitation (30 ans). A cet endroit, des conflits ont eu lieu ; à Beaucaire, l'équipe de consultants est intervenue avant le conflit, à titre d'expérience (elle devra finalement réaliser le même travail pour les onze usines françaises du groupe et va commencer à se pencher sur des usines situées hors de France). Le travail s'est effectué dans un contexte difficile : population immigrée nombreuse, chômage important, tensions politiques etc. Ils sont arrivés à la conclusion que l'inquiétude vis-à-vis de l'entreprise allait croissant dans ce qu'ils ont appelé un " territoire en déclin ", expression que la presse locale a très mal prise..., et que l'entreprise devait élaborer des stratégies de reconquête différenciées selon les catégories de population. Dans l'article qu'il a rédigé pour Hérodote, O. Hollard entend ainsi montrer comment l'analyse des causes d'une crise (ayant éclatée ou encore latente) peut contribuer à résoudre la situation conflictuelle en proposant des alternatives ou des choix nouveaux ; et ces rivalités de pouvoirs, de représentations recourent bien le champ de l'analyse géopolitique.

Enfin, **Sylvie Vieillard-Coffre**, se propose d'analyser brièvement les stratégies politiques des écologistes à partir de son article sur " Les Verts et le pouvoir. Regards géopolitiques sur les écologistes français : stratégies et représentations " ; on a vu qu'elles se pensaient en termes de différenciations d'échelle, et qu'elles étaient relatives aux oscillations de l'opinion, à ses nouvelles exigences, à ses nouvelles représentations. Qu'en est-il plus précisément des pratiques politiques, pour un mouvement qui déclare dès l'origine vouloir faire de " la politique autrement " ? Elle commence par un bref rappel de l'histoire politique des écologistes en France. L'engagement est réel seulement à partir de 1984 (les Verts) et les écologistes vont prendre de l'ampleur peu à peu, avec divers mouvements dont Génération Ecologie (1990) de Brice Lalonde qui élabore une politique électorale conquérante, mais seulement à l'échelle de la région : résultat, 200 élus écologistes en 1992 dont 50% de Génération Ecologie. Mais aux législatives de 1993, la même politique d'alliance de tous les groupes écologistes ne paie pas : aucun élu à la Chambre des députés. L'alliance explose, Antoine Waechter se voit remplacer à la tête des Verts par Dominique Voynet, qui dirige la restructuration avec la mise en place d'alliances externes cette fois-ci. Mais cette stratégie externe, qui va se révéler très payante, entre parfois en contradiction avec la stratégie interne qui se fonde sur une démocratie de base extrêmement forte : ce que le congrès vote en 1998 en matière d'alliances externes pour les régionales, ne correspond pas toujours aux pratiques des militants dans les régions où le parti est fort (Nord-Pas-de-Calais, Languedoc-Roussillon etc.), et où l'on entend bien peser de son poids propre. Au total, les résultats sont positifs, mais le heurt des stratégies réduit le nombre des élus Verts. Et on doit même observer que les militants penchent de plus en plus vers la prise en compte du département comme cadre privilégié de conquête du pouvoir. Les pratiques politiques des Verts résultent donc d'un emboîtement d'échelles et de perspectives souvent contradictoires : les ténors du parti cherchent à préserver la stratégie globale de la majorité plurielle, au congrès de Toulouse encore, mais les militants cherchent plutôt à jouer la carte de l'influence locale propre du mouvement écologiste. Les rivalités de pouvoir sont donc bien réelles dans le parti des Verts et se fondent dans la complexité qu'il y a à définir une stratégie cohérente et cela à tous les échelons de la vie politique française ; mais c'est bien alors affirmer l'importance de la question des stratégies politiques, de la politique politicienne pour ainsi dire, pour un parti qui cherchait à " faire de la politique autrement "...

Questions et débat

La première question s'adresse à Philippe Subra et concerne les actions symboliques qui ont marqué l'arrivée de D. Voynet au Ministère de l'Environnement, et en particulier l'abandon du projet de liaison Rhin-Saône dans sa dimension de superpositions d'enjeux à des échelles différentes.

La superposition d'échelles est fondamentale dans l'appréhension de ce dossier, ne serait-ce que dans la répartition des camps d'opposants et de partisans. Les milieux économiques, en particulier des grandes agglomérations rhénanes ou de la vallée du Rhône (Lyon, Marseille) s'opposaient par exemple aux responsables locaux et surtout à l'opinion locale dont le poids a fait basculer nombre de partisans élus dans le camp des opposants à mesure que les législatives approchaient... On peut rappeler à ce titre que D. Voynet avait jusqu'au 11 mars 2001 l'ambition de devenir le maire de Dole (Jura). Le jeu d'échelles est tout à fait central dans l'action des écologistes, on y revient encore : leur position peut se trouver marginalisée localement mais prise en compte dans une autre perspective. C'est l'exemple de l'extension de la capacité de Roissy (même si en compensation, le gouvernement a gelé le projet de l'A16 dans la banlieue nord).

Une seconde question cherche à faire préciser les fonctions des écologistes en France.

Philippe Subra indique d'abord que ces fonctions sont multiples, comme pour tous les partis politiques : plus spécifiquement, il insiste sur les fonctions de révélateur, de prise de conscience et d'énonciation des enjeux de l'environnement, de proposition de nouvelles solutions. *Béatrice Giblin* tient ensuite à bien caractériser la situation des Verts parmi les autres partis : à la volonté de promouvoir une " politique autrement ", répond un discours catastrophiste qui se refuse encore à l'énoncé d'un choix, et même à l'intégration de la nécessité d'avoir à choisir. P. Subra résume ce problème en évoquant la difficulté que rencontrent les Verts à passer d'une position d'opposants à une politique de gestionnaires.

L'intervention suivante est faite par *Annette Courtoy*, venue de Belgique et appartenant à l'équipe qui va monter un café-géo à Bruxelles, et introduit des éléments de comparaison avec la Belgique : nombreux sont les géographes à se trouver impliqués dans le mouvement écologiste ; le discours catastrophiste est un fonds de commerce partagé.

B. Giblin rappelle que le catastrophisme est un levier médiatique : pour pouvoir convaincre aisément, le discours est un discours de la simplicité, voire de la simplification (notamment en ce qui concerne l'effet de serre).

En Belgique, le mouvement écologiste est un peu plus qu'en France intégré à une vision d'Etat, apparaissant comme garant d'un bien-être commun.

B. Giblin poursuit cette remarque en soulignant que la situation de la Belgique, au niveau des responsabilités régionales et de la décentralisation, est plus avancée qu'en France, ce qui modifie les rapports d'échelle. Plus largement, il s'agit bien de différencier les pensées écologistes en fonction des pays concernés. En Allemagne par exemple les préoccupations liées à l'installation de missiles Pershing pendant la Guerre Froide avait abouti à la formulation par les écologistes d'un slogan : " plutôt rouges que morts ", qui ne pouvait pas faire recette en France.

La question qui suit cet échange concerne *les rapports entre l'écologie, la géographie et la géopolitique*.

B. Giblin part sur l'idée que l'écologie politique peut apparaître comme une nouvelle philosophie devant amener à un monde meilleur, un peu comme ce qu'a pu être le marxisme dans les années 1960-1970. Face à cela, le géographe est celui qui sait combiner différents niveaux d'analyse et intersections d'échelles. Le problème des écologistes est qu'ils passent du local au planétaire sans trop s'interroger sur la nature des enchaînements nécessaires. Tout l'objet d'une réflexion géographique, a fortiori d'une réflexion géopolitique, sur l'écologie politique est donc d'amener celle-ci à reformuler ses problématiques en prenant en compte les enjeux de l'analyse spatiale.

Sur une dernière question, **Olivier Hollard** est amené à dire quelques mots de plus sur l'affaire des ciments Calcia.

Il souligne l'apport important d'un géographe de formation dans son équipe, au niveau d'une vision d'ensemble de la situation à partir du particulier, du local. Pour poser la question des rapports entre la situation de crise et des considérations environnementales plus larges, il a fallu passer à une étude de l'espace en tant que support de rapports de force et d'une

confrontation de représentations. Certes le cimentier doit faire moins de bruit et moins de poussière, mais comment devenir un acteur réel de l'aménagement du territoire, et sur quels arguments ?

Intervention d'Yves Lacoste

Le premier point concerne la définition de la géopolitique par rapport à la géographie. La géographie est la prise en compte de phénomènes naturels, culturels, humains etc. La géopolitique apporte en outre la compréhension des rivalités de pouvoir. Le géographe lui, ne se pose pas la question des enjeux des descriptions qu'il produit ; pourtant une description sert toujours à quelque chose... Dans son éditorial, présenté par B. Giblin, il a défini l'écologie et la géopolitique comme des courants scientifiques militants ; militants, c'est-à-dire qu'ils s'adressent aux citoyens pour les sensibiliser à tel ou tel problème. Il reconnaît que les écolos " l'agacent " : ils font toute une comédie sur le nucléaire alors que l'on continue à passer sous silence les centaines de milliers de mineurs contaminés par la silicose au fond des mines de charbon. Alors nucléaire ou charbon ? De même, on ne les a pas attendus pour se rendre compte que Tchernobyl était une catastrophe ; mais les écolos eux savent " battre le tambour " ! C'est là où réside à la fois leur rôle positif (alarmer l'opinion sur certains abus) et leur côté exaspérant, tous les excès de leur catastrophisme. Pour conclure, Y. Lacoste reprend encore sa définition de la géopolitique pour la préciser. La géopolitique, qui cherche à confronter toutes les représentations, ne peut pas être un courant de militantisme politique pur, au contraire de l'écologie politique. Hérodote certes a fait bouger un certain nombre de choses, apportant une méthode nouvelle pour aborder et comprendre les situations géographiques. En outre, la revue ne refuse pas une perspective historique, en tenant compte d'ailleurs de la façon dont on se raconte les événements, sans évacuer - ce qui est proprement la tâche de l'historien - toutes les " histoires fausses " .

Intervention de **Claude Collin-Delavaud** (professeur émérite à Paris-VIII)

Les derniers mots de ce café-géo concernent la géopolitique en Amérique Latine : très liée aux pouvoirs militaires, elle visait à défendre son territoire de possibles prétentions étrangères. A l'heure actuelle, cette géopolitique s'est muée en écologie. Les frontières sont matérialisées par endroits par des réserves naturelles (comme en Afrique du Sud ajoute Yves Lacoste), et ce sont des considérations écologiques qui sont opposées aux grands groupes nord-américains, pour les empêcher de s'étendre davantage, en lieu et place de discours anti-impérialistes beaucoup plus violents, et sans doute beaucoup moins efficaces.

Pour en savoir plus :

Quelques liens internet :

Le site des Verts, pour le programme, les publications, les déclarations etc. et en particulier les Etats Généraux de l'Ecologie Politique (" réinventer la politique "...) : <http://www.les-verts.org>

A titre de comparaison, les Bleus de Génération Ecologie : <http://generation-ecologie.com>

Pour approfondir les concepts de l'écologie politique, le site d'Alain Lipietz, le " théoricien " des Verts : <http://perso.club-internet.fr/lipietz/Index.htm>, où sont en ligne de nombreux textes et articles.

Le numéro 100 d'*Hérodote* bien sûr.

Compte-rendu : Jean-Baptiste Arrault, ENSLSH-Lyon

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net